

ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. UN RÉFUGIÉ TADJIK A DISPARU APRÈS SON EXPULSION

Le 18 janvier 2023, l'Allemagne a expulsé Abdoulohi Chamsiddine vers le Tadjikistan, où sa famille ne l'a cependant pas vu depuis. Des proches d'Abdoulohi Chamsiddine et Radio Ozodi ont indiqué qu'il avait téléphoné à son épouse le 6 mars et qu'il lui avait dit qu'il était détenu par le Comité de sûreté de l'État du Tadjikistan. Il est pris pour cible en raison de son appartenance présumée au Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), arbitrairement interdit, et de ses liens avec l'un des dirigeants du parti, et risque d'être victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. D'après ses proches, il est atteint d'une forme aiguë d'asthme et sa vie pourrait être menacée.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Président du Tadjikistan, Emomali Rahmon
Executive Office of the President
Rudaki avenue 80
Dushanbe 734001
République du Tadjikistan
Veillez utiliser le formulaire en ligne :
(anglais) <http://www.president.tj/en>
(russe) <http://www.president.tj/ru>
Twitter : @EmomaliRahmon

Monsieur le Président,

Abdoulohi Chamsiddine, un ressortissant tadjik, devait arriver à Douchanbé le 19 janvier 2023, après son expulsion d'Allemagne, où il avait demandé l'asile. Personne ne l'a vu quitter l'aéroport de Douchanbé. Les informations selon lesquelles il aurait été arrêté par des membres du Comité de sûreté de l'État du Tadjikistan près de la piste d'atterrissage sont très inquiétantes.

Bien que la détention d'Abdoulohi Chamsiddine n'ait jamais été reconnue officiellement, il existe peu de doutes quant au fait qu'il se trouve au Tadjikistan et quant au fait que, comme d'autres personnes qui ont été renvoyées de force dans le pays ces dernières années, cet homme ait été arrêté par des membres des forces de sécurité et soit détenu au secret. Amnesty International pense qu'Abdoulohi Chamsiddine a été pris pour cible en raison de ses liens avec un haut responsable du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), que les autorités ont arbitrairement interdit en 2015.

La détention au secret est une violation des droits humains et elle doit cesser immédiatement. Ce type de détention entraîne un risque que les personnes détenues soient soumises à des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

Je vous demande instamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour révéler immédiatement ce qu'il est advenu d'Abdoulohi Chamsiddine et où il se trouve et veiller à ce qu'il ne soit pas soumis à une détention au secret, à des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Abdoulohi Chamsiddine doit être libéré immédiatement, à moins qu'il ne soit raisonnablement soupçonné d'une infraction pénale dûment reconnue par la loi, auquel cas le lieu où il se trouve doit être révélé et il doit pouvoir consulter immédiatement l'avocat de son choix.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Abdoullohi Chamsiddine est le fils de Chamsiddine Saïdov (selon certaines conventions tadjikes, un fils prend pour nom de famille le prénom de son père), un membre dirigeant du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT). Chamsiddine Saïdov vit en Allemagne depuis 2014 et a obtenu le statut de réfugié en 2017. Abdoullohi Chamsiddine affirme également avoir été militant du PRIT et entretenir des liens étroits avec Mouhiddine Kabiri, le dirigeant du parti. Le PRIT était le principal parti d'opposition du Tadjikistan et était représenté au Parlement pendant de nombreuses années, jusqu'à ce qu'il soit interdit arbitrairement et qualifié d'organisation « terroriste » en 2015. Après cela, les autorités ont [arrêté et emprisonné ses dirigeants à l'issue de procès iniques](#). Les personnes associées au parti et à sa direction ont été prises pour cible par les autorités tadjikes, tant au Tadjikistan qu'à l'étranger, et soumises à des arrestations, à des extraditions et des persécutions. Même des [avocats ayant défendu le parti ont été la cible de représailles violentes](#), notamment d'[emprisonnements prolongés pour des accusations forgées de toutes pièces](#).

Abdoullohi Chamsiddine s'est vu refuser la protection internationale en Allemagne. Craignant les représailles des autorités tadjikes, qui ont pris pour cible des personnes associées au PRIT à l'étranger, Abdoullohi Chamsiddine aurait dans un premier temps dissimulé sa véritable identité et son lien avec son père, Chamsiddine Saïdov, lorsqu'il a demandé le statut de réfugié en Allemagne en 2009. Sa demande a été rejetée en 2011. Il a présenté une nouvelle demande en 2017, qui a été rejetée en 2021.

Il devait être expulsé depuis l'aéroport de Munich le 12 décembre 2022, mais cette tentative a échoué, car il a paniqué et s'est volontairement blessé pour ne pas être expulsé. Après cela, les autorités l'ont maintenu en détention pour assurer son expulsion.

Dans un article de presse du 29 décembre 2022, Abdoullohi Chamsiddine a déclaré : « Au Tadjikistan, je serai arrêté dès ma descente de l'avion et je disparaîtrai en prison pour 20 ans. » Des organisations internationales, notamment le Comité Helsinki de Norvège, Human Rights Watch et l'organisation allemande Abschiebungsreporting NRW, avaient prévenu qu'Abdoullohi Chamsiddine risquait d'être arrêté et torturé s'il était renvoyé au Tadjikistan. Cependant, l'Office fédéral de l'immigration et des réfugiés a rejeté sa deuxième demande d'asile à l'issue de procédures expéditives le 21 décembre 2022.

Le 6 janvier 2023, le tribunal administratif de Gelsenkirchen a rejeté la suspension de son expulsion, déclarant : « Il n'est pas très probable qu'il soit exposé une situation exceptionnelle telle que définie à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme [torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants] en cas de renvoi dans son pays d'origine du fait de sa situation personnelle¹. » Le 19 janvier 2023, ce même tribunal a refusé de suspendre l'expulsion en cours (pendant le transfert) et n'a pas reconnu l'authenticité des nouveaux éléments de preuve présentés, à savoir un test de paternité qui prouvait le lien entre Chamsiddine Saïdov et Abdoullohi Chamsiddine et le témoignage d'un réfugié tadjik affirmant qu'il avait identifié Abdoullohi Chamsiddine et révélé où il se trouvait lorsqu'il avait lui-même été torturé au Tadjikistan en 2019.

Abdoullohi Chamsiddine a été expulsé depuis l'aéroport de Düsseldorf, via la Turquie. D'après le Comité Helsinki de Norvège, des proches d'Abdoullohi Chamsiddine attendaient son arrivée à l'aéroport de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, le 19 janvier 2023, mais ne l'ont jamais vu arriver. D'après des informations révélées par des sources confidentielles proches d'Abdoullohi Chamsiddine, il aurait vraisemblablement été arrêté par les autorités tadjikes près de la piste d'atterrissage peu après l'arrivée de l'avion.

Les agences de sécurité du Tadjikistan arrêtent souvent des dissidents et des membres de l'opposition, ainsi que leurs proches. La torture et les autres mauvais traitements sont souvent employés contre des détenus pendant les interrogatoires menés par diverses agences de sécurité, particulièrement le Comité de sûreté de l'État ou la Sixième division du ministère de l'Intérieur, dans le but d'extorquer des « aveux », d'obtenir des informations ou de faire incriminer d'autres personnes. Parmi les méthodes de torture employées par les agences de sécurité tadjikes figuraient le fait d'enfoncer des aiguilles dans les ongles, les décharges électriques, les coups, les violences sexuelles, la privation de sommeil, la suffocation avec des sacs en plastique et l'injection de drogues. Peu avant l'expulsion d'Abdoullohi Chamsiddine, le 2 janvier 2023, Abdoukakhkhor Rozikov est mort alors qu'il était détenu par la police dans la ville de Kouliab. Sa mort suspecte a été attribuée par de nombreuses personnes à des actes de torture et des photos et vidéos de son corps corroborent ces allégations, bien que les agents affirment qu'il est mort d'une overdose de stupéfiants. Cette affaire a été largement relayée parmi les Tadjiks, tant dans le pays qu'à l'étranger, et a entraîné des manifestations en personne et en ligne.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : tadjik, russe.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 8 avril 2023

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Abdoullohi Chamsiddine (il/lui)

¹ Documents judiciaires pertinents concernant l'affaire d'Abdoullohi Chamsiddine dont Amnesty dispose. Texte original en allemand.